

Quitte ou double

Les Britanniques se dirigent vers une sortie de l'UE sans accord. À moins qu'à force de rater leur divorce, ils soient en fait partis pour rester. - Texte: Julien Thomas -

Deal

L'ancien scénario

Que les deux années de négociations menant à un accord seraient difficiles, les négociateurs européens et britanniques n'en ont jamais douté. Mais le scénario de référence et de travail a toujours été celui d'un compromis. Peu de préparatifs pour un "no deal" ont d'ailleurs été lancés.

Report

Face au blocage de Westminster, l'UE a offert à la Première ministre britannique Theresa May la possibilité de reporter le divorce au 12 avril, voire au 22 mai. Si Londres accepte d'ici le 12 d'organiser des élections européennes, les négociations peuvent être prolongées après le 22 mai. Le Parlement britannique peut aussi toujours avaliser l'accord sur la table.

D'autres défis

La plus grande chance pour un deal serait de nouvelles négociations. Peu probable. Si ce scénario permettrait aux 28 d'échapper à un divorce trop brutal, il empêcherait aussi l'UE de se tourner vers d'autres défis urgents comme le climat ou la montée en puissance chinoise.

Un autre référendum

Plus d'un million de Britanniques ont manifesté samedi à Londres pour réclamer un second référendum sur le Brexit. Même la mobilisation de 2003 contre la participation à la guerre en Irak n'en avait pas réuni autant dans la capitale britannique. Une pétition réclamant l'annulation pure et simple du Brexit rassemblait aussi ce week-end le nombre record de 5,3 millions de signatures.

No deal

Le nouveau scénario

Que signifie au fond un "no deal"? Une sortie sans accord et donc par essence violente et désordonnée. Les 27 ont bien été obligés d'admettre la semaine dernière qu'il s'agit désormais de l'hypothèse la plus plausible tandis qu'outre-Manche, le monde politique se déchire sur les modalités de divorce.

No deal

Demander aux Britanniques d'organiser des élections européennes alors qu'ils négocient leur départ? C'est que leur maintien dans l'UE le jour du scrutin sans y participer poserait de graves problèmes juridiques. Mais cette participation n'est pas aujourd'hui garantie. D'où le possible scénario d'un no deal... le 12 avril.

Chaos

Un document confidentiel ayant fuité dans la presse souligne les inquiétudes du gouvernement britannique en cas de Brexit sans accord. Il pointe entre autres un risque de perturbations au niveau des transports, des problèmes de pénurie de nourriture mais aussi... de papier toilette.

Menaces et tensions

En face, certains partisans de la sortie du pays de l'UE n'utilisent pas les mêmes moyens pacifiques. L'initiatrice de la pétition à succès contre le Brexit fait l'objet de menaces de mort à répétition. Le 16 juin 2016, soit une semaine avant le jour du référendum, la députée travailliste Jo Cox qui faisait campagne en faveur du remain au sein de l'UE avait d'ailleurs été assassinée.